



Presse Internationale

mensuel – n°66 – mars 2009 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



La pancarte fait écho à la campagne nationale de la FGTB.

AUX PATRONS DE PAYER LA CRISE : édito p.2

Europe : p.5

Entre la crise économique et la réponse des travailleurs

Journée internationale de la femme : p. 3

Femmes travailleuses et pauvres : en lutte contre les licenciements et la misère !

Guadeloupe : p.12

Comme en « métropole », l'affrontement avec le gouvernement est inévitable !



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 22 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Aux patrons de payer la crise !

Il devient de plus en plus clair que la crise économique n'a rien d'un petit inconvénient passager. Face à la menace de faillite d'un géant comme General Motors, Obama ne s'occupera pas de secourir Opel à Anvers, même si Kris Peeters en personne se déplace à Detroit pour appeler au secours. GM prévoit la perte de 300.000 emplois en Europe, où le chômage atteint déjà 8,2 %.

L'Etat belge a injecté 7,7 milliards d'euros dans le holding Fortis, pour ensuite aller brader la banque Fortis à BNP Paribas, qui la paye à son tour avec un cadeau de 2,5 milliards reçu du gouvernement français. Entre-temps, la sécurité sociale a un déficit de 1,7 milliards d'euros alors que, rien qu'en 2007, les patrons ont reçu 7,7 milliards d'exonérations de leur quote-part dans les contributions sociales !

Alors que partout dans le monde, les gouvernements volent au secours des banques et des entreprises en difficulté avec l'argent public, on ne touche pas aux bénéfices exorbitants engrangés ces dernières années. GDF-SUEZ, la transnationale française qui a englouti Electrabel, a engrangé un bénéfice record de 6,5 milliards d'euros en 2008. En cette même année « de crise », Arcelormittal a distribué 7 milliards de dividendes aux actionnaires.

Il faut se rendre à l'évidence : **les gouvernements cherchent à sauver les bénéfices des entreprises et non l'emploi. Ils veulent nous faire payer la crise de leur système, une crise dont l'unique responsabilité retombe sur ceux qui organisent l'économie en fonction du profit d'une petite minorité, et non selon les besoins de tous.** Aujourd'hui, des milliers de travailleurs sont mis en chômage économique sans cesse prolongé, les avantages extrasalariaux sont supprimés et la pression augmente partout au nom de la crise. De plus, le droit de grève continue à être menacé par l'envoi des huissiers escortés par la police, et la mise en place progressive d'un service mini-

mum dans les services publics.

L'accord interprofessionnel 2009-2010, approuvé en toute hâte par nos organisations syndicales, ne prévoit donc pas d'augmentation salariale réelle, toujours au nom de la crise. Il fut négocié, comme d'habitude, dans le plus grand secret et approuvé par les seuls permanents, sans débat à la base. Cet accord dit « exceptionnel » prétend lier les mains des travailleurs alors qu'il cache mal les énormes concessions faites aux patrons. **Nous ne pouvons pas l'accepter !** Pour nous, la seule issue face à la crise est **d'obtenir de solides victoires sans céder un pouce de terrain, et cela ne se fera qu'à travers une lutte décidée, contre le patronat et contre son allié, le gouvernement !**

Les directions syndicales doivent rompre la conciliation avec les patrons et le gouvernement et ne négocier que sur base d'un réel rapport de force. Partout en Belgique, des milliers de travailleurs luttent contre les attaques à leur condition de vie. Il est temps d'unir ces luttes, **d'organiser de grandes mobilisations unitaires et de préparer à la base une grève générale qui fasse trembler ce gouvernement.** Pour les banques « en difficulté » et les entreprises qui licencient : la nationalisation sans indemnisation. Face au chômage : une réduction du temps de travail sans perte de salaire et une embauche massive dans les services publics. Bref, aller dans les poches des patrons pour résoudre la crise ! Ils en sont les responsables, à eux de la payer !

Stop aux réductions des cotisations sociales patronales !

Plus d'argent pour de nouveaux emplois dans les services publics et pour la collectivité !

Nationalisation des entreprises qui licencient !

Réduction du temps de travail avec maintien des salaires et embauche compensatoire !

Femmes travailleuses et pauvres : en avant dans la lutte contre les licenciements et la misère !

Voici des extraits de la *Déclaration* de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, à l'occasion de la journée internationale de la femme. Voir le texte complet sur www.lct-cwb.be

Les femmes travailleuses et pauvres n'ont rien à fêter ce 8 mars

En cette nouvelle journée de la femme, le monde vit une catastrophe, avec une vague de licenciements qui mène au désespoir des millions de travailleurs partout dans le monde. La crise économique n'est déjà plus une sombre prévision, mais une réalité cruelle. Des banques et des industries font faillite, les services publics sont abandonnés à leur sort et la production agricole chute brutalement.

Comme un château de carte, ce sont tous les secteurs de l'économie mondiale qui s'effondrent. Cela ouvre sur un constat qui combine chômage et augmentation des prix des aliments, approfondissement de la destruction de la santé et de l'éducation publiques et perte accélérée des droits les plus élémentaires.

Le capitalisme impérialiste, qui a provoqué cette crise, montre ainsi son incapacité de répondre aux besoins de l'humanité, et décharge maintenant la crise sur le dos des travailleurs.

Les femmes travailleuses, doublement attaquées par l'exploitation et la discrimination, font face à cette crise en occupant une grande part des emplois précaires : que ce soit dans les maquilas au Mexique, en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, dans les zones franches du Brésil, dans le travail de semi-esclavage de la confection en Argentine, dans les emplois misérables des immigrants aux Etats-Unis et en Europe.

Sous la pression de la crise, les gouvernements réduisent encore davantage les budgets de la santé et de l'éducation. Les prix augmentent pour les crèches, les services publics, le transport. Et ne parlons

même pas de la culture ou des loisirs, éternellement reléguées à plus tard. La possibilité d'obtenir des emplois dignes qui garantissent l'indépendance financière - une condition essentielle pour l'émancipation de la femme - est un horizon qui s'éloigne de plus en plus.

Face à cette réalité, la publicité capitaliste qui « rend hommage » à la femme en « sa » journée est particulièrement hypocrite. Les femmes travailleuses n'ont rien à fêter ce 8 mars. Ce qu'elles doivent faire aujourd'hui, c'est se battre parce qu'elles sont licenciées des usines, des banques, des bureaux, des hôpitaux, des magasins. Elles doivent se battre parce que leurs maris sont dans la rue et qu'elles sont obligées de se charger de tout le fardeau de la maison. Elles doivent se battre pour défendre l'école et l'hôpital public, parce que de cela dépend l'éducation et la santé de leurs enfants.

La bourgeoisie promeut des femmes pour appliquer ses politiques contre la classe ouvrière et les peuples du monde

La participation de la femme dans les parlements et les gouvernements bourgeois, encore réduite, avance partout dans le monde. Cela est un reflet biaisé de la lutte des femmes pour leur émancipation. Mais les femmes travailleuses et pauvres ne doivent pas se laisser tromper. Le rôle de ces femmes est de donner une façade « féministe » pour appliquer, avec davantage de facilité, des politiques contre les femmes travailleuses et pauvres, et contre l'ensemble de la classe ouvrière et des secteurs populaires. Aux Etats-Unis, Hillary Clinton remplace Condolezza Rice, qui était chargée d'appliquer la politique de Bush partout dans le monde. Aujourd'hui, Hilary Clinton fera le même

La crise économique aggrave toutes les formes d'oppression

Par l'aggravation des conditions de vie, le manque d'éducation sexuelle et la difficulté d'accéder aux méthodes de contraception, davantage de femmes travailleuses et pauvres seront obligées de recourir aux avortements clandestins (ou aux méthodes brutales des avortements faits à la maison), lors de grossesses non souhaitées ou face à l'impossibilité de donner une vie digne à leurs enfants. Et entre-temps, les cliniques clandestines continuent à gagner des fortunes grâce à la législation répressive qui empêche que l'avortement soit réalisé dans les hôpitaux de manière gratuite, et dans les meilleures conditions médicales. Dans une grande partie des pays coloniaux et semi-coloniaux, ces cliniques se trouvent déjà à la deuxième place des grands business, juste après le trafic de drogues. Une culpabilité particulière incombe ici à l'Eglise catholique qui, avec sa politique hypocrite de « défendre la vie », envoie des millions de femmes travailleuses et pauvres à la mort ou à la mutilation. Les gouvernements sont tout aussi responsables, d'abord en détruisant, à l'aide de leurs plans, les conditions de vie de la femme travailleuse, et par la suite, en capitulant aux pressions de l'Eglise et aux intérêts des propriétaires des cliniques clandestines, en refusant la dépénalisation de l'avortement.

travail pour Obama, en commençant par concrétiser l'envoi de troupes en Afghanistan.

Dans la Bande de Gaza, les femmes et les enfants ont été les principales victimes des bombardements israéliens. Nul cri de protestation n'a pu être entendu, ni de Condolezza, ni de Hillary, ni d'aucune autre des femmes puissantes qui participent dans des gouvernements ou les dirigent. En Israël, le parti Kadima, qui menait le gouvernement qui a décidé des bombardements de Gaza et qui vient de gagner les élections, est dirigé par une femme, Tzipi Livni.

En ce 8 mars 2009, alors que les femmes palestiniennes sont encore en train d'essayer de se remettre du bain de sang provoqué par Israël dans la Bande de Gaza, nous faisons appel à la classe ouvrière mondiale, et spécialement aux femmes travailleuses et pauvres, pour soutenir la résistance palestinienne contre la politique criminelle d'Israël et de l'impérialisme.

Ce n'est qu'avec un gouvernement ouvrier et populaire que l'on pourra avancer sur le chemin de l'émancipation de la femme

Abas le capitalisme et l'impérialisme! Voilà ce que doit être le cri de guerre des femmes travailleuses et pauvres en ce 8 mars. Face à cette immense crise qui attaque brutalement des millions de femmes et d'hommes partout dans le monde, nous devons construire une issue des travailleurs. Partout dans le monde, des millions de femmes s'incorporent à la lutte. Au Moyen-Orient, avec leurs têtes encore couvertes par le voile, les femmes saisissent les armes pour combattre, que ce soit en Palestine ou en Iraq.

Dans la lutte engagée contre les licenciements, elles participent en défendant leurs emplois ou en formant des commissions de femmes au foyer pour défendre le travail de leurs compagnons. Les enseignantes, tout comme les étudiantes, sont à la tête de la lutte en défense de l'éducation, depuis la Grèce jusqu'en Amérique latine. C'est fondamental, car sans la participation des femmes travailleuses, des jeunes étudiantes, il n'y a pas de victoire possible.

Les problèmes de la femme sont les problèmes de l'ensemble de la classe ouvrière. Pour obtenir que ce soit les capitalistes qui payent la crise qu'ils ont provoquée, et non les travailleurs, les femmes et les hommes de la classe ouvrière doivent envisager la lutte en commun **contre toute forme de discrimination** : salaire égal pour travail égal, crèches dans tous les lieux de travail et d'étude, proportionnalité de femmes dans les directions syndicales ; **en défense de la vie des travailleuses** : dépénalisation de l'avortement, refuges pour les femmes en danger ; **en défense de l'éducation et de la santé publiques** : augmentation immédiate des budgets de l'éducation et de la santé ; **en défense de l'emploi et du salaire** : diminution de la journée de travail sans diminution de salaire, salaire indexé sur l'inflation, nationalisation sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie.

Mais la lutte syndicale n'est pas suffisante. Il faut en finir avec le capitalisme et le remplacer par une nouvelle société, la société socialiste, qui ne soit pas organisée en fonction de l'obtention du profit pour quelques-uns, mais en

fonction des tâches pour répondre aux nécessités de l'ensemble de l'humanité. Cette société socialiste sera possible seulement à partir du triomphe de la révolution ouvrière et populaire qui met la classe ouvrière au pouvoir. Et cela ne sera pas possible sans la participation des femmes travailleuses, qui forment plus de 50% de la classe ouvrière mondiale. Comme l'ont fait les travailleuses du textile russes, en octobre 1917, les femmes doivent rompre les entraves de la société machiste, pour occuper la place qui leur revient dans l'histoire.

Le triomphe de la révolution socialiste requiert la construction d'un parti révolutionnaire mondial. Pour que cette construction soit un succès, la participation des meilleures combattantes de la classe ouvrière avec rôle de direction est indispensable.

Avec cette conviction, en ce 8 mars, en saluant les luttes de la femme travailleuse dont la résistance palestinienne est un symbole, la LIT-QI, reprend l'appel du Programme de la Quatrième Internationale : Place aux femmes travailleuses ! Place à la jeunesse !

Ligue Internationale
des Travailleurs
Quatrième Internationale
Mars 2009

Demandez notre brochure :
***Le marxisme
et le problème de
l'émancipation de la
femme***

de Cecilia Toledo

Vive la lutte de la femme travailleuse contre l'oppression et l'exploitation!

Unité de la classe ouvrière contre les licenciements et la perte de droits!

A bas le capitalisme impérialiste!

Vive la lutte pour la révolution socialiste mondiale !



Nous publions ici la traduction du n°147 - de mars 2009 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

A voir sur www.litci.org

L'Europe : entre la crise économique et la réponse des travailleurs

La crise économique mondiale a un impact très fort en Europe. **Les données officielles du dernier trimestre de 2008 sont encore pires que celles des Etats-Unis.** Face à un chiffre global de 1,5% du PIB, la presse de l'Union Européenne (UE) parle d'une « chute en vrille ». L'Allemagne, la locomotive du continent, se trouve à la tête avec -2,1%. La production industrielle de décembre 2008 a été de 11,5% inférieure à celle du même mois en 2007. En janvier 2009, les ventes de véhicules ont diminué de 27%. La crise touche de plein fouet tout le continent, que ce soit les grandes puissances européennes, les impérialismes plus petits ou à la périphérie, qu'ils appartiennent à l'UE (les pays de l'Est et les pays baltes) ou non (la Russie, l'Ukraine).

Le système financier européen est en faillite comme celui des Etats-Unis. Toutes les mesures adoptées jusqu'à présent (représentant plus de 1 800 milliards d'euros, près de 15% du PIB européen) n'ont obtenu autre chose que d'arrêter à peine la chute dans l'abîme, alors que la crise financière s'accroît. Il y a les baisses successi-



Rassemblement syndical contre la crise Bruxelles, 9 mars 2009

ves du taux d'intérêt, avec les injections multimillionnaires d'argent par la Banque Centrale Européenne (BCE) et avec les interventions massives des gouvernements. Mais le crédit ne coule pas et les banques continuent à voir leur valeur boursière s'évaporer : dans la seule journée du 16 février 2009, elles ont perdu 7% de leur cours (déjà réduit à moins de la moitié pendant la dernière année, et à un tiers dans le cas de la Deutsche Bank).

Les prévisions

Les résultats négatifs récents de l'économie européenne dépassent toutes les prévisions. Les dernières prévisions officielles de l'UE, de janvier 2009, ont été rédi-

gées « avec un niveau d'incertitude exceptionnel », selon leurs auteurs. Pour 2009, ils prévoient une chute moyenne de 1,8% du PIB européen. Mais en Irlande et dans les pays baltes, la chute serait de 5% ou plus, et en Grande-Bretagne de 2,8%. Le chômage officiel de l'UE a augmenté de 1,6 millions de personnes en 2008, touchant 18 millions de chômeurs, 7% de la population active. La prévision officielle pour 2009 est de 3,5 millions en plus (un taux de 8,75%, qui s'élèverait à 10% en 2010).

En réalité, ce sont des prévisions « optimistes » qui seront clairement débordées. Des sources anonymes de la Commission Européenne sont arrivées à manifester la crainte que « ce qui est en jeu n'est pas une récession de 2 ou de 3% mais de 15 à 20% », un effondrement général de l'économie européenne (accompagnant l'économie mondiale).

La contradiction d'une Union de beaucoup de têtes

En suivant le chemin du gouvernement d'Obama, l'UE prépare un nouveau plan général de sauvetage massif de banques et d'entreprises. Mais la grande différence

avec les Etats-Unis est que l'Union européenne n'est pas un « Etat unique », avec un seul gouvernement et des règles communes. Au contraire, c'est un bloc impérialiste où coexistent différents capitalismes en conflit, chacun avec ses propres intérêts et son propre Etat. Au moment où la crise se précipite, la Commission européenne (CE) et, en général, les institutions communautaires sont passées rapidement au second plan, ou ont disparu de la scène, qui a désormais été monopolisée par les gouvernements des grandes économies européennes.

C'est pourquoi, les mesures de sauvetage bancaire ont été nationales et non européennes. La CE s'est limitée à approuver les plans que les Etats membres, en connivence avec leurs propres banquiers, avaient décidé afin de sauver leurs banques nationales et de promouvoir leur concentration et centralisation. On a dénoncé l'achat par la BNP française de 75% de la banque belge Fortis, juste après avoir reçu 2,5 milliards d'euros de l'Etat français. Les banques espagnoles, qui n'ont pas reçu d'injection de capital, se plaignent de la concurrence déloyale des banques « recapitalisées » d'autres pays qui, comme la néerlandaise ING, leur disputent de façon agressive les dépôts espagnols.

Plusieurs Europes

En réalité, il y a plusieurs Europes : celle des impérialismes riches, celle des moins riches et celle des Etats de l'Est. A un extrême, des pays comme l'Allemagne ou la France, les plus riches du continent, peuvent s'embarquer, dans cette première phase de la crise, dans des plans douteux de réactivation et dans des concessions temporaires aux travailleurs, en mettant à profit la richesse accumulée dans le passé et en s'endettant pour le futur.

A l'autre extrême, il y a les pays de l'Est et les pays baltes, de rattachement récent à l'UE. Ce sont les Etats *pauvres qualifiés* : des pays où le capitalisme a été restauré au prix d'un recul économique et social brutal. Ils ont été livrés au capital multinational par la nouvelle bourgeoisie qui est apparue, issue de la vieille bureaucratie stalinienne.

La fragilité de ces derniers pays est extrême : ils dépendent des investissements et du financement des multinationales et des banques étrangères ainsi que des subventions européennes. Trois quarts de leur production est exportée vers l'UE, leurs monnaies s'effondrent. Pour eux, la crise est directement la ruine. Leurs gouvernements, serviles, faibles, discrédités et corrompus, manquent de marge de manœuvre, et leurs « plans de choc » représentent l'appauvrissement et la misère de la population.

C'est le cas de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie..., au bord de la cessation de paiements, ou directement en faillite, avec un chômage qui avance à grande vitesse, également obligés de se conformer aux prescriptions classiques du FMI (la dévaluation, la régression salariale, le démantèlement de ce qui reste du secteur public, etc.).

Derrière le bloc de l'Est, viennent **les impérialismes de second et de troisième rang de la zone euro**, sur lesquels pend la menace de la cessation de paiements. Après une décennie de croissance, la **Grèce** vit une détérioration économique et sociale accélérée. L'inégalité sociale y est brutale : 80 grands armateurs possèdent un patrimoine équivalent au PIB national. Sa dette nationale, la seconde de l'Europe, est énorme (96,2% du PIB) et continue d'augmenter. La qualification de cette

dette nationale a été rabaissée, ce qui augmente son coût.

L'Irlande est peut-être le pays de la zone euro qui est le plus proche de l'insolvabilité. Selon les prévisions officielles de l'UE, en 2009, son PIB reculera de 5%, son déficit public atteindra 11% et le chômage 10%. Le système bancaire est mis sous intervention, les dettes des banques sont garanties, la majorité de ses actions sont entre les mains de l'Etat et les dépôts sont garantis. Mais les banques continuent à se délabrer alors que le gouvernement est incapable de garantir les fonds et les dépôts. Le prix de couverture de la dette publique irlandaise a été triplé en une semaine. Le ministre allemand des Finances a déclaré qu'il fallait être préparé pour voler au secours « des États avec des difficultés dans leurs paiements ».

L'Etat espagnol a le triste record européen de chômage. En janvier 2009, il dépassait les 3,3 millions et on prévoit qu'il arrivera à 4,5 en décembre (20% de la population active). Le déficit public sera autour de 6,2% du PIB en 2009, alors que le déficit extérieur continuera à être un des plus grands du monde. Une blague lors du récent Forum de Davos qualifiait le pays comme « *fonds hypothécaire de haut risque* ». Ce n'est pas une plaisanterie : en février 2009, le principal fonds espagnol d'investissement hypothécaire, appartenant à la Banque de Santander, s'est vu dans l'incapacité de faire face au retrait massif de fonds et a décrété un « blocage » pour deux ans. La qualification de la dette publique espagnole a été abaissée par les agences internationales, ce qui complique son accès aux marchés financiers internationaux et élève le prix de son financement. Les entreprises étatiques (les bijoux de la couronne) tombent déjà dans les mains du capital étranger. L'Enel italienne

vient de s'offrir l'entreprise électrique Endesa et beaucoup se demandent combien de temps la Repsol pétrolière résistera à ce genre d'opérations.

La crise de l'UE

Le discrédit populaire avec l'Union Européenne est intense et croît avec la perception de son rôle comme instrument fidèle de l'« Europe du capital ». Le projet est en crise ouverte depuis que le peuple français, en mai 2005, a rejeté la Constitution européenne néo-libérale et impérialiste. La manœuvre postérieure de Sarkozy, de remplacer la Constitution manquée par un Traité avec les mêmes contenus (qui pourrait être approuvé uniquement par les parlements et les gouvernements), s'est avéré aussi un fiasco, étant donné l'oppo-

sition du peuple de l'Irlande. Depuis lors, le Traité est dans les limbes.

La crise mondiale accentuée, en même temps, la nécessité du capitalisme européen de s'appuyer sur l'UE pour ordonner ses rangs et faire face, dans de meilleures conditions, au colosse américain, ce qui, contradictoirement, accentue sa crise. L'élargissement à de nouveaux pays se trouve paralysée, des institutions communautaires se sont mises en retrait au profit des gouvernements nationaux, en particulier allemand et français, qui mettent en avant leurs propres plans sur le terrain économique, financier, énergétique, diplomatique et militaire. L'UE se voit plongée dans un climat de plus en plus nationaliste, avec des gouverne-

ments qui s'efforcent, sans rougir, de servir leurs propres bourgeoisies nationales.

En réalité, la possibilité a déjà commencé à pointer à l'horizon, que la crise puisse aller tellement loin qu'elle arrive à provoquer un éclatement hypothétique de l'euro et de l'actuelle UE. La perspective de cessation de paiements de pays de la zone euro (l'Irlande et la Grèce) est à l'ordre du jour comme une menace proche. Le destin de l'euro et de l'UE elle-même sont donc incertains et seront à la merci de grands soubresauts. Ce qui est certainement hors de doute, c'est que la crise mondiale va donner lieu à une autre configuration de l'Europe.

La chaudière de la lutte de classes

La lutte de classes se réchauffe à toute vitesse en Europe, au grand dam des gouvernements et bourgeoisies qui, en même temps, l'attisent avec leurs mesures contre les travailleurs. Pratiquement tous les pays vivent des mobilisations ouvrières et populaires qui se radicalisent et deviennent massives à la chaleur d'une crise qui attaque pleinement l'emploi et les conquêtes ouvrières, et qui appauvrit de vastes secteurs des couches moyennes.

Nous entrons dans une période marquée par une crise historique du capitalisme qui rompt toutes les digues, et par une **ébullition générale du mouvement de masses** qui commencent à être frappées brutalement après une longue décennie de « prospérité », une ébullition qui accélère le discrédit général des différents gouvernements.

Les attaques des gouvernements et des bourgeoisies

Malgré les grands profits obtenus pendant les années récentes et les aides actuelles gigantesques des gouvernements, les entreprises ont commencé à se décharger du coût de la crise sur les travailleurs. La principale attaque se manifeste à travers la grande augmentation du chômage, le ralentissement des embauches et les licenciements massifs qui ont déjà lieu dans toutes les grandes entreprises. On estime que 10 000 postes de travail disparaissent quotidiennement. Dans l'industrie automobile, Renault a annoncé 6 000 licenciements en France ; Nissan 1 700 en Espagne, et ainsi de suite. Un autre secteur très touché a été la construction. En Espagne, on estime que, fin 2009, il y aura 900 000 travailleurs de la construction sans travail.

Certains gouvernements veulent aussi **éliminer les allocations de chômage**. Avec un grand cynisme, Miguel Angel Fernández Ordoñez, Gouverneur de la banque d'Espagne, dit qu'une des causes

du haut taux de chômage dans le pays est son « *marché du travail inefficace* ». C'est pourquoi, il y faudrait « *mener à bien des réformes structurelles des institutions de travail* », en commençant par réduire au minimum les allocations de chômage, aujourd'hui à charge des entreprises, et à les transférer à l'Etat¹. Cela paraît incroyable mais, pour réduire le chômage... il faudrait baisser le coût du licenciement pour les entreprises, alors que, d'autre part, les gouvernements continuent à « aider » les entreprises qui licencient.

Conjointement aux licenciements, **s'approfondit aussi l'attaque contre les salaires et les conditions d'embauche**, à travers les "plans de viabilité" pour les travailleurs qui conservent leur emploi et pour les nouveaux contrats. Ces plans étaient promus par les entreprises, mais maintenant, en profitant de la crise, elles redoublent en intensité, présentés, de manière hypocrite, comme des

« plans pour sauver l'emploi ».

Parallèlement se développent des attaques contre les travailleurs immigrants, que les bourgeoisies ont utilisé pour baisser les coûts du travail dans la période de montée économique (voir article). Il y a aussi la réduction des budgets étatiques pour les services essentiels, comme l'éducation et la santé publiques, qui implique la réduction et le gel des salaires pour les travailleurs de l'Etat, et la perte de milliers d'emplois, comme ce sera le cas avec les enseignants en situation précaire en Italie, si la réforme éducative proposée par le gouvernement Berlusconi aboutit.

La réponse des travailleurs et des masses

Déjà des mois avant que la crise et le chômage massif commencent à faire des dommages dans tout le continent, la grande **rébellion grecque** annonçait l'entrée dans une nouvelle période de la lutte de classes continentale. Entamée le 6 décembre en réponse à l'assassinat du jeune Alexis, elle a eu comme protagoniste la « génération des 700 euros » et a donné lieu à une semi-insurrection spontanée qui a mis la Grèce en ébullition.

La montée ouvrière et populaire s'est étendue à d'autres pays. Voyons quelques uns des faits les plus importants :

Espagne

De nombreuses luttes sectorielles se sont développées, en particulier contre les « Dossiers de Règlement d'Emploi » (les ERE)), avec lesquels les entreprises présentent leurs plans de licenciement. A Barcelone, Nissan veut écarter 1 700 travailleurs (ce qui en écarte d'autres 4 000 chez les sous-traitants). En novembre, une manifestation contre les ERE des travailleurs de Nissan, de Pirelli, de Tyco, de Delphi, et d'autres entreprises, convoquée par les centrales

CC.OO. et UGT, a réuni 40 000 personnes. A Madrid, en novembre dernier, la Coordination des Travailleurs de la Santé Publique a réalisé une manifestation contre la privatisation du secteur (20 000 personnes). Pour compléter le tableau, des dizaines de milliers d'étudiants ont manifestés contre la privatisation de l'enseignement universitaire, et une rencontre nationale est maintenant en préparation pour continuer la lutte.

France

Le 29 janvier dernier, il y a eu une grève générale massive, convoquée par les huit centrales syndicales, « *contre le soutien unilatéral que l'Etat français offre aux banques et à l'industrie avec le paquet de mesures pour réactiver la conjoncture économique* », et pour exiger que le gouvernement mette en oeuvre « *des dépenses massives de l'Etat pour aider aussi les travailleurs et les chômeurs à faire face aux conséquences de la crise financière et économique* » (Clarín, 30/01/09). Une nouvelle grève générale est convoquée pour le 19 mars. Dans les territoires français d'outre-mer de Guadeloupe et Martinique (dans les Caraïbes), se développe depuis plusieurs semaines une grève générale, en protestation contre la perte du pouvoir d'achat et en exigeant une aide financière du gouvernement de Sarkozy.

Irlande

Le 21 février dernier, « quelque 120 000 personnes se sont réunies dans la capitale d'Irlande (Dublin), un des pays européens les plus touchés par la crise globale, pour protester contre le rôle du gouvernement et des banques dans la débâcle financière » (La Nación, 22/2/09). La protestation, une des plus grandes dans l'histoire du pays, a été convoquée par plusieurs syndicats, contre la décision du Premier ministre conservateur

Brian Cowen de grever les pensions de 350 000 fonctionnaires avec un impôt.

Italie

Le 17 octobre dernier, les « syndicats alternatifs » ont appelé à une journée de grève et de mobilisation. A Rome, des milliers de manifestants, spécialement des travailleurs des écoles et de jeunes étudiants, se sont opposés à la réforme éducative promue par le gouvernement Berlusconi. Pour affaiblir le mouvement du 17, la plus grande centrale syndicale italienne, la CGIL, a appelé à une grève de 4 heures pour le 13, mais beaucoup de secteurs, comme celui des fonctionnaires publics et des métallos, ont décidé d'étendre la protestation à toute la journée. Les syndicats alternatifs ont aussi rejoint cette convocation, avec leur propre plate-forme de revendications, et il y a eu des mobilisations avec des dizaines de milliers de participants dans les principales villes italiennes. Le secteur de l'éducation (enseignants et étudiants) a continué avec la lutte dans les mois suivants. Le 13 février, la CGIL, mise sous pression par la convocation de la fédération des métallos, a appelé à une nouvelle journée de lutte. A Rome a eu lieu une manifestation gigantesque de 700 000 personnes, avec une forte présence de fonctionnaires publics, de métallos et d'étudiants.

Portugal

L'avant-garde actuelle sont les professeurs, en lutte contre un plan de restructuration du système éducatif et de la carrière d'enseignant, promu par le gouvernement du « socialiste » Sócrates. Le 8 novembre dernier a eu lieu une manifestation avec 120 000 participants, une des plus grandes depuis les mobilisations de la révolution de 1975. Le 15 novembre, face à la tentative des syndicats « officiels » de pactiser avec le gouvernement,

le poids d'organisations de base indépendantes dans la lutte augmentée. Elles ont réalisé par la suite une convocation propre avec plus de 15 000 personnes, en marge de l'appareil de la bureaucratie syndicale, qui cherchait à démobiliser.

Pour un plan ouvrier et de lutte contre la crise

Les bourgeois et leurs gouvernements disent que la seule alternative, face à la crise, est le sacrifice de millions de travailleurs. Mais c'est « leur issue », pas la nôtre. Il faut inverser la logique des patrons : que la crise soit payée par les capitalistes, pas par les travailleurs. Il est possible de **combattre pour une politique économique dont l'axe directeur est de résoudre les nécessités urgentes des travailleurs et du peuple face à la crise**. L'argent pour ces mesures doit sortir, d'une part, des milliards que les banques et les entreprises reçoivent des gouvernements et, d'autre part, des profits fabuleux qu'elles ont obtenus durant ces années.

C'est pourquoi, la première mesure nécessaire est de **nationaliser la banque**. Non pas comme le font des gouvernements, comme le britannique, mais en les expropriant, sans aucun type de paiement à leurs propriétaires, pour qu'elles fonctionnent dans **un système bancaire étatique unique**, sous le contrôle des travailleurs.

Le principal problème qui affecte les travailleurs européens est le chômage. C'est pourquoi, les mesures et la lutte doivent tendre à la défense de l'emploi. Contre le chômage, il faut se battre pour **l'interdiction de licenciement**, et exiger cela des gouvernements. Pour que ceci ne reste pas lettre morte, la manière de garantir réellement cette mesure est la nationalisation sans indemnisation des entreprises qui licencient, ce qui, en outre, serait bien meilleur mar-

ché que l'aide de milliards que reçoivent les entreprises.

Face à la baisse de la production (qui, aux moments de hausse, était réalisée dans des conditions de surexploitation et de rythmes de travail exténuants), nous devons avancer l'échelle mobile des heures de travail (réduire proportionnellement la journée de travail de tous les travailleurs) sans réduction de salaire. Ainsi, il serait possible d'appliquer la semaine de travail de 36 ou de 35 heures hebdomadaires. Entre-temps, pour les travailleurs qui ont déjà perdu leur travail, une assurance de chômage à charge de l'état et des entreprises est indispensable, qui couvre les nécessités d'une famille, jusqu'à ce que l'Etat garantisse un emploi digne.

En même temps, pour mettre un terme au chômage, il est très important d'exiger des gouvernements qu'ils entament immédiatement des plans de travaux publics qui donnent du travail à des millions et qui, au lieu de laisser se détériorer les services publics, construisent des hôpitaux, des écoles et des universités publiques, des logements populaires de qualité.

D'autres points sont la **diminution de l'âge de la retraite** et que chaque pensionné soit remplacé par un travailleur avec les mêmes droits garantis par la loi ; le rejet à toutes les propositions patronales de réformes de travail promouvant la précarisation et la flexibilisation, en exigeant **la défense inconditionnelle des droits de travail et sociaux acquis**. Tout recul qu'ils parviennent à nous imposer maintenant va coûter du sang pour le récupérer dans le futur et la seule chose garantie est le bénéfice patronal. Finalement, la crise produit une augmentation de la pauvreté et une détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est pourquoi, nous devons combattre pour une augmentation générale des

salaires, des retraites et des pensions.

Avancer dans l'organisation indépendante

Toutes les luttes que nous avons citées ont été le résultat de la pression et le mécontentement de la base. **Les appareils syndicaux sont actuellement le principal frein à la mobilisation et un grand appui des gouvernements**, des appareils qui, pendant la dernière période, se sont appuyés sur des secteurs de l'aristocratie ouvrière qui profite de la « prospérité ». Ils ont ainsi renforcé leurs privilèges bureaucratiques, tandis qu'ils s'alliaient aux gouvernements et aux patrons pour généraliser la précarité et les bas salaires de la majorité des travailleurs (spécialement de la jeunesse), en donnant leur aval à la discrimination et la surexploitation des travailleurs immigrants, devenus une partie consubstantielle de la classe ouvrière européenne.

Pendant ces années, la classe ouvrière européenne a dû endurer des coups importants, mais elle n'a subi aucune défaite historique et elle est donc en condition de répondre aux grandes pénalités auxquelles la crise capitaliste la condamne. Mais, ceci étant dit, il ne faut pas oublier que nous nous trouvons, en même temps, avec un retard subjectif énorme, tant sur le terrain de l'organisation des oppositions de classe à la bureaucratie syndicale comme sur celui du groupement de la gauche révolutionnaire.

Toutefois, avec l'augmentation du chômage, les attaques contre droits ouvriers et les services publics, les bases de la domination de la bureaucratie syndicale sont condamnées à se fissurer, puisque ce ne sont déjà plus seulement les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière qui sont attaqués mais aussi de vastes couches de

l'aristocratie ouvrière et des couches moyennes.

Il est évident que, tant que ces bureaucraties continueront à contrôler les appareils syndicaux et, en ce sens, à diriger la majorité des travailleurs, **une politique d'exigences envers ses directions est nécessaire pour qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises, et qu'elles se mettent à la tête de véritables plans de lutte nationaux et européens.** Dans ce cadre, il est nécessaire de promouvoir

l'unité de toutes les organisations ouvrières dans le but d'obtenir des mobilisations et des luttes massives et fermes, qui répondent aux attaques des gouvernements et des patrons.

Mais, parallèlement, pour avancer dans une réponse de lutte en accord avec la situation et les attaques, il est devenu nécessaire d'avancer dans la promotion d'une véritable organisation démocratique et de lutte des travailleurs, qui peut se fortifier comme alternative à ces bureaucraties et leurs appa-

reils. En ce sens, des expériences comme la coordination des syndicats alternatifs italiens, comme celle des organisations indépendantes de base des enseignants portugais ou comme celle de la Coordination de la Santé de Madrid, peuvent montrer le chemin.

¹ *La economía española después de la crisis*, 11/2/09, voir www.bde.es/prensa/intervenpub/gobernadormfo100209.pdf

Le racisme et la xénophobie avancent

Pendant des années, la bourgeoisie européenne a utilisé la main d'œuvre immigrante, abondante et avec de plus grandes facilités pour son exploitation, pour sa croissance économique. Maintenant, avec la manifestation de la crise économique, c'est le secteur qui en subit les conséquences en première instance. La bourgeoisie veut faire retomber le coût de la crise sur les travailleurs, et parmi eux, les plus exploités et les plus exposés sont les immigrants. Le chômage a fait des ravages dans l'immigration : dans la construction et dans l'industrie, ce sont les plus précaires qui sont licenciés.

Les gouvernements européens se sont préparés pour se défaire de la main d'œuvre excessive avec des lois discriminatoires et répressives contre les immigrants. L'année passée a été approuvée la « directive du retour » dans l'UE (connue comme la « directive de la honte ») qui permet la détention jusqu'à 18 mois des immigrants illégaux, pour faciliter leur expulsion. Les autorisations de travail et de résidence sont liées, en grande partie, au maintien d'un contrat de travail, dont la perte finit par supposer la fin de la légalité et la possibilité de l'expulsion. Les gouver-

nements de l'UE adaptent leurs législations à cette directive. L'« accord sur l'immigration et l'asile » des 27 pays de l'Union européenne a décidé de promouvoir l'expulsion des immigrants irréguliers, d'interdire à tous les pays de promouvoir des régularisations massives, ainsi que d'« améliorer » le contrôle des frontières.

Les mesures réactionnaires sont mises en œuvre par le gouvernement italien de Berlusconi : Il a augmenté de 2 à 6 mois le temps de détention des immigrants « irréguliers » et il est arrivé à approuver la formation de « patrouilles ambulantes nocturnes » (formées par d'anciens policiers, d'anciens militaires et des civils) pour surveiller les villes. Ces patrouilles font penser aux groupes de fascistes de l'époque de Mussolini et ils sont le résultat d'une campagne xénophobe qui assimile l'immigration à la délinquance. Les chiffres de délinquance sont en déclin en Italie, mais les cas qui se rapportent à des délinquants étrangers sont grossis pour créer un état de psychose qui rend l'implantation des patrouilles plus facile. Ils ont imposé le contrôle d'entrée et de sortie des

campements qu'ils ont créés pour des immigrants, hors des villes.

Mais l'attaque contre les immigrants n'est pas l'exclusivité des gouvernements de « droite ». En Espagne, le gouvernement de Zapatero a annoncé qu'il réformera l'actuelle loi sur les étrangers et il a déjà approuvé un avant-projet pour durcir les mesures actuelles. Dans cette réforme, est puni avec des amendes allant jusqu'à 30 000 euros « celui qui promeut la permanence irrégulière d'un étranger en Espagne ». Ceci signifie que celui qui héberge un sans-papiers dans sa maison et le nourrit est criminalisé. La persécution se fait comme « chasse aux immigrants ». La police de Madrid doit remplir chaque semaine des quotas de capture d'immigrants sans papiers et elle en est arrivée à tracasser celui qui s'approchait de son consulat ou des portes d'un collège pour reprendre ses enfants. Il y a même eu des dénonciations de réquisition de domicile. Les mauvais traitements dans les centres de réclusion, où les immigrants attendent leur expulsion, sont permanents.

En France, Sarkozy, le promoteur des mesures contre les immigrants en Europe, a introduit des

mesures « d'intégration » pour les immigrants, comme l'apprentissage de la Marseillaise et de l'obligation de savoir le français. Toutefois, dans les derniers 4 mois, 3 000 postes de professeurs d'appui pour les élèves avec des difficultés ont été supprimés.

Suite de la grève de Lindsay Oil, le gouvernement britannique a exigé des institutions de l'UE que le règlement des travailleurs en déplacement soit modifié, au bénéfice des travailleurs locaux. Ceci facilitera encore plus la discrimination dont font déjà l'objet les travailleurs immigrants.

Santé et éducation

Face à la crise économique, nous voyons que les gouvernements, en même temps qu'ils donnent de l'argent aux banques et aux entreprises, annoncent des coupures budgétaires pour réduire des dépenses de l'Etat. De cette manière, l'éducation et la santé publiques se détériorent. Les familles de travailleurs immigrants n'ont pas d'autre possibilité que de recourir au service public. Les gouvernements européens, se faisant l'écho de l'extrême droite, utilisent comme excuse de la détérioration, non les coupures budgétaires et la privatisation mais l'« excès » d'immigrants qui fréquentent le réseau public.

Les bureaucraties syndicales contre l'unité de la classe ouvrière

En Espagne, CC.OO., et UGT acceptent la discrimination des travailleurs immigrants qui n'ont pas d'autorisation de résidence de longue durée. Les messages racistes et xénophobes finissent par entrer dans les rangs des travailleurs à travers des arguments comme « *les émigrants acceptent des salaires et des conditions de travail inférieures à celles des travailleurs nationaux* » (comme si

les émigrants les acceptaient par plaisir et avaient la possibilité de choisir !). Les gouvernements sont les responsables de favoriser des législations sur les étrangers, qui donnent lieu, de fait, à des citoyens de seconde catégorie. Mais les bureaucraties syndicales aident à ce que ces messages se répandent parmi les travailleurs, en soutient des mesures discriminatoires. Ce rôle criminel favorise le renforcement des organisations fascistes et de leurs discours en direction des travailleurs.

Le danger de la croissance des bandes fascistes

Les organisations fascistes ont pris comme thème central en Europe « l'expulsion des immigrants ». Leurs messages, que les immigrants accaparent les emplois des nationaux, trouvent un écho très facile avec la crise économique. Des partis fascistes, comme le BNP britannique, commencent à s'ancrer dans le secteur le plus arriéré des travailleurs anglais. Parmi les jeunes espagnols, 14% jugent qu'ils voteraient pour des partis racistes si l'immigration augmentait. En Italie, le danger provient du gouvernement lui-même, qui facilite la formation des patrouilles ambulantes.

Il faut restaurer l'unité de la classe ouvrière

Pour faire face à la perte d'emplois et de pouvoir d'achat, et pour défendre les conquêtes et les services publics de qualité, les travailleurs européens devront faire face à la xénophobie que les gouvernements et les bureaucraties syndicales favorisent. Les problèmes des travailleurs sont les mêmes, quel que soit leur pays. La division et la culpabilisation du secteur le plus faible et le plus exposé aux conséquences de la crise servent seulement pour que les gouvernements appliquent leurs plans en faveur

des patrons et détruisent les services publics, et aussi pour que grandissent les organisations et les discours fascistes.

Nous, la LIT-QI, nous pensons que c'est une bataille que nous ne pouvons pas remettre à plus tard. La lutte unitaire de la classe ouvrière a donné des exemples excellents ces derniers temps. En Grèce, les travailleurs immigrants ont participé aux mobilisations du mois de décembre dernier, tant ceux qui sont arrivés récemment et qui souffrent les agressions et la répression policière, comme les jeunes de seconde génération, qui ont fait face au gouvernement qui les condamne à la misère. Dans une grande partie de l'Europe, nous avons vu comment des milliers de travailleurs ont défilé avec les immigrants d'origine arabe contre l'agression à la Bande de Gaza par Israël. Dans la lutte des travailleurs de la propreté du métro de Madrid, où une grande partie des travailleurs sont des immigrants, une victoire a été obtenue grâce à l'unité de tous les travailleurs, sans distinction selon le sous-traitant ou la nationalité. Il est essentiel de mener la bataille sur le terrain syndical : toute discrimination envers les immigrants qui est favorisée par la bureaucratie doit être dénoncée comme une trahison envers l'ensemble de la classe ouvrière.

Un complément à ce
Courrier International,
concernant les pays de
l'Est, ainsi que le dernier
numéro de Marxisme
Vivant sur la crise du
capitalisme, sont disponibles sur
www.lct-cwb.be

En Guadeloupe, comme en « métropole », l'affrontement avec le gouvernement est inévitable !

Voici des extraits d'une déclaration du GSI (section française de la LIT-QI), publiée sur www.gsi-litqi.org

Quelle issue en Guadeloupe ?

Les Guadeloupéens montrent, à tous, la voie de la grève générale, pour en finir avec cette politique, pour en finir avec ce gouvernement !

Aujourd'hui, tout le peuple de Guadeloupe est représenté par le LKP (Liyannaj kont pwofitasyon - Collectif contre l'exploitation excessive) qui regroupe 52 associations, syndicats et groupements politiques. Depuis le 20 janvier, la grève est générale. L'appel des élus locaux, le 15 février, à « assouplir la grève générale en laissant ouvrir les commerces » a été rejeté. Les grévistes ont commencé à barrer les routes.

Le gouvernement menace. Il a mis longtemps à prendre la véritable mesure du conflit et lorsque son envoyé, Y. Jégo, a commencé à montrer des signes de faiblesses, son maître, F. Fillon, l'a rappelé à Paris, déterminé maintenant à ne rien lâcher de significatif, par peur de propager l'incendie tant à l'ensemble des dernières colonies qu'à « la métropole ».

De leur côté, les travailleurs guadeloupéens ont été patients, très patients. Pendant près de quatre semaines ils ont été en grève, calmes et déterminés ; le gouvernement aura-t-il été si stupide de prendre ce calme pour de la faiblesse ? Le pari sur le pourrissement du conflit, de la part du gouvernement Sarkozy-Fillon, pourrait bien s'avérer une grave erreur politique.

Ces derniers jours, le LKP a mis le gouvernement en demeure de respecter ses engagements, il a également mis en lumière les mensonges du ministre des colonies. Rien n'est donc réglé, ni sur le logement, ni sur les prix, ni sur l'emploi, ni, tout particulièrement, sur les salaires. Sur l'essentiel, rien. Le gouvernement, le MEDEF et leurs relais locaux ne lâchent rien.

Les déclarations sur « l'état de droit » sont lourdes de menaces et d'arrière pensées ; désormais, les provocations risquent donc de se multiplier. Cependant, en indiquant la nécessité de « casser le système monopolistique » d'une économie « qui est l'héritière des comptoirs de l'époque de la colonisation », en appelant « à refonder l'économie et puis peut-être aussi à refonder le social » (AP, le 16 février 2009), Jégo donne également la mesure des affrontements en cours de développement au sein même de l'appareil de l'Etat bourgeois. La peur est en train de changer de camp...

Dans la nuit du 16 au 17 février, des affrontements



ont eu lieu entre manifestants et CRS, des affrontements tournant à l'émeute. L'aéroport de Pointe-à-Pitre a été fermé. Maintenant, n'est-il pas temps d'aller de l'avant ? Le président (PS) du Conseil régional de Guadeloupe reconnaît lui-même que les élus institutionnels courent derrière le mouvement : « C'est une crise politique, c'est une crise institutionnelle, et on est au bord de la sédition. » (V. Lurel, sur France Infos le 17 février 2009). Dans la

soirée du 17, alors que les émeutes se poursuivaient, J. Bino, un syndicaliste militant de la CGTG, a été tué par balle, dans des circonstances mal établies, en rentrant chez lui après un meeting.

N'est-il pas temps maintenant en Guadeloupe d'occuper les usines, les commerces, les exploitations agricoles, de se saisir des livres de compte ? N'est-il pas temps, dans chaque commune, d'élire des comités pour définir les besoins concrets de la population et imposer des mesures en conséquence ?

Dans les faits, la Guadeloupe se trouve dans une situation de double pouvoir, c'est d'ailleurs ce que V. Lurel lui-même reconnaît implicitement. Alors, n'est-il pas temps que le LKP prenne le contrôle des banques et nationalise lui-même la SARA, filiale de Total ? N'est-il pas temps que le LKP assume le pouvoir en Guadeloupe, contre les institutions capitalistes coloniales et contre les élus locaux qui sont liés à la préservation de l'ordre colonial ?

Ce serait, bien entendu, contraire à « l'état de droit », mais ce serait conforme à l'état de nécessité dans lequel se trouvent plongés nombre de Guadeloupéens à cause des capitalistes et du gouvernement à leur service. Le peuple de la Guadeloupe doit pouvoir décider de son avenir. Les travailleurs de Martinique, Guyane, Réunion, Mayotte, Polynésie ou de Nouvelle Calédonie sont placés devant les mêmes perspectives. Les travailleurs de la « métropole » ont le devoir de soutenir les choix et le combat des Guadeloupéens contre l'Etat colonial.

« Au nom de la solidarité ouvrière internationale, au nom de la démocratie nous faisons à nouveau appel à votre soutien. Les travailleurs de Guadeloupe ont le droit de se battre pour leurs légitimes revendications. »

LKP - Guadeloupe le 17 février 2009